



## Les grands titres:

- L'ONU suspend les pourparlers de paix inter-syriens jusqu'au 25 février
- A la veille de la Conférence de Londres sur la Syrie, Ban Ki-moon appelle à la solidarité humanitaire
- L'OMS recommande aux pays européens de prendre des mesures immédiates pour empêcher la propagation du virus Zika
- L'ONU s'inquiète de l'intention de la Corée du Nord de lancer un satellite prochainement
- Humanitaire : l'ONU appelle le monde à se mobiliser pour faire face à des besoins sans précédent
- Syrie : le HCR et le Croissant-Rouge fournissent de l'aide à une petite ville isolée depuis trois ans
- RDC : le plan d'action humanitaire pour 2016 fixé à 690 millions de dollars, selon l'OCHA
- Corée du Nord : les 8 millions de dollars alloués par l'ONU permettront d'aider des personnes vulnérables
- Mauritanie : un expert des droits de l'homme réclame la mise en œuvre effective des garanties contre la torture

## **L'ONU suspend les pourparlers de paix inter-syriens jusqu'au 25 février**



**3 février** - L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Staffan de Mistura, a annoncé mercredi qu'il suspendait jusqu'au 25 février les pourparlers de paix inter-syriens indirects qui ont commencé vendredi 29 janvier à Genève.

« Depuis le premier jour, j'ai indiqué que je n'étais pas prêt à tenir des pourparlers juste pour le principe de pourparlers et le Secrétaire général a dit la même chose. L'ONU ne peut pas permettre que de simples questions procédurales deviennent plus importantes que les résultats concernant la situation humanitaire du peuple syrien qui attend de nous que nous

aboutissions cette fois-ci à quelque chose de concret », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse.

« J'ai donc pris la décision de faire une pause temporaire. Ce n'est pas la fin des pourparlers, ce n'est pas un échec des pourparlers », a-t-il ajouté. « J'ai déjà fixé les prochains pourparlers au 25 février » pour donner « une opportunité à ceux qui insistent pour que ces pourparlers aient lieu de régler les questions qui n'ont pas été réglées ».

Les pourparlers de paix inter-syriens avaient débuté vendredi à Genève sous l'égide de l'ONU avec pour objectif de mettre fin à cinq ans de guerre. M. de Mistura avait alors rencontré la délégation du gouvernement syrien.

Lundi, il avait rencontré des membres de l'opposition, regroupés au sein du Haut comité de négociations (HNC). « Avec leur arrivée et le début des discussions avec nous, c'est le début formel des pourparlers de Genève », avait-il dit à la presse.

## A la veille de la Conférence de Londres sur la Syrie, Ban Ki-moon appelle à la solidarité humanitaire



**3 février** - A la veille d'une conférence humanitaire sur la Syrie à Londres, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mercredi les bailleurs de fonds à se montrer solidaires et octroyer l'argent qui permettra notamment de scolariser les millions d'enfants syriens qui ne vont pas à l'école.

« J'appelle à une forte manifestation de solidarité à la conférence humanitaire de demain à Londres », a déclaré M. Ban dans un discours à l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni, où il a reçu un diplôme honorifique.

« Il faut à nouveau scolariser les enfants syriens. Il y a 2 millions d'enfants syriens qui ne vont pas à l'école actuellement. Il faut que les convois d'aide atteignent les personnes qui en ont vraiment besoin », a-t-il ajouté. « Il y a au moins 400.000 personnes bloquées dans des villages assiégés ».

Face à la vague de réfugiés syriens arrivant en Europe, le Secrétaire général a aussi fait appel à la solidarité et à la compassion.

« Clôtures de barbelés, confiscation des biens et dénigrement des personnes en quête de sécurité font resurgir les fantômes de crises passées, les leçons que nous sommes censés avoir déjà apprises », a-t-il dit.

Selon lui, le défi auquel est confrontée la communauté internationale est de passer d'une attitude réactive à une culture de prévention, avec une attention particulière portée aux droits de l'homme.

« La communauté internationale n'a pas fait assez pour prévenir les horreurs au Cambodge, au Rwanda et à Srebrenica », a-t-il souligné, rappelant que sous son mandat l'ONU avait également échoué à protéger des milliers de civils au Sri Lanka.

Le chef de l'ONU a une nouvelle fois mis en avant l'initiative « Les droits humains avant tout » lancée en 2013 et destinée à identifier rapidement et à dénoncer les violations des droits humains.

« Nous avons pour objectif d'inculquer une culture du courage à travers les Nations Unies », a dit M. Ban. Selon lui, il faut que les choses soient claires : les droits humains ne peuvent pas être ignorés et leur protection venir après les préoccupations concernant le développement.

« Il est temps de faire plus pour stopper l'érosion brutale et éhontée du respect des droits humains et du droit humanitaire international dans les zones de conflit à travers le monde. Il est temps de renforcer la façon dont nous nous préparons et nous répondons aux crises majeures du 21<sup>ème</sup> siècle », a-t-il ajouté.

## L'OMS recommande aux pays européens de prendre des mesures immédiates pour empêcher la propagation du virus Zika



**3 février** - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé mercredi aux pays européens de prendre sans tarder des mesures pour empêcher la propagation du virus Zika, afin de répondre à une situation récemment déclarée « urgence de santé publique de portée mondiale ».

« Chaque pays européen dans lequel le moustique Aedes est présent peut être exposé au risque d'une propagation de la maladie du virus Zika », a dit la Directrice régionale de l'OMS pour l'Europe, le Dr Zsuzsanna Jakab dans une déclaration.

« Un certain nombre de voyageurs infectés par le virus Zika sont entrés en Europe mais la maladie ne s'est pas transmise davantage car le moustique est encore inactif. Avec l'arrivée du printemps et de l'été, le risque que le virus se répande augmentera », a-t-elle ajouté.

« Le moment est venu pour les pays de se préparer afin de réduire le risque pour leurs populations », a poursuivi la Directrice régionale. « Comme il n'y a pas de vaccin ni de traitement pour la maladie du virus Zika, nous devons protéger la région européenne en stoppant la maladie à sa source. J'exhorte les pays européens à agir sans tarder et de manière coordonnée afin de :

- + lutter contre les moustiques, y compris par des engagements au niveau des communautés à éliminer les lieux de reproduction des moustiques et en prévoyant des fumigations d'insecticide et la destruction des larves en cas d'épidémie;
- + informer les personnes à risque, notamment les femmes enceintes, sur les moyens d'éviter les piqûres de moustique;
- + renforcer la surveillance et assurer la détection en laboratoire de la maladie du virus Zika et de ses complications neurologiques;
- + et intensifier la recherche afin de comprendre la maladie et de mettre au point des tests de dépistage et des vaccins.

Sur la base des éléments disponibles actuellement, l'OMS ne recommande pas de restrictions aux voyages et aux échanges commerciaux en raison du virus Zika, a encore dit Mme Jakab. Par mesure de précaution, les gouvernements peuvent émettre des recommandations en matière de voyages destinées à leurs ressortissants après avoir évalué les éléments disponibles et les facteurs de risque, a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, l'OMS a exprimé sa préoccupation à la suite d'une information selon laquelle le virus Zika avait été transmis par voie sexuelle aux Etats-Unis.

Le premier cas connu de transmission du virus par voie sexuelle aux Etats-Unis a été signalé mardi à Dallas (Texas), par des responsables locaux de la santé.

L'OMS a indiqué que davantage d'étude était nécessaire à ce stade afin de mieux comprendre les conditions d'une telle transmission et d'évaluer sa fréquence.

Lundi dernier, la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan, avait déclaré que la propagation récente du virus Zika constituait « une situation d'urgence de santé publique de portée mondiale ».

Elle avait confirmé que l'existence d'un lien entre ce virus et une multiplication de cas de microcéphalie chez des nouveau-nés observés dans plusieurs pays, notamment au Brésil, était « fortement soupçonné bien que pas encore prouvé ».

scientifiquement ».

Elle avait fait ces déclarations à l'issue d'une réunion du Comité d'urgence de l'OMS qu'elle avait convoqué après avoir constaté que la propagation récente du virus Zika, notamment sur le continent américain, avait pris une tournure « alarmante » et « explosive ».

## L'ONU s'inquiète de l'intention de la Corée du Nord de lancer un satellite prochainement



Le Secrétaire général Ban Ki-moon s'exprime devant la presse au siège de l'ONU à New York. Photo ONU/Mark Garten.

**3 février** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré mercredi inquiet des informations selon lesquelles la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a notifié plusieurs organisations internationales de son intention de lancer un satellite dans les prochaines semaines.

« Ceci est un développement profondément troublant. Il ne fera qu'aggraver les profondes préoccupations que la communauté internationale a déjà, suite au récent essai nucléaire », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

M. Ban a appelé la Corée du Nord à ne pas utiliser la technologie des missiles balistiques et à travailler pour la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne. Il a dit se tenir prêt à aider à réduire les tensions et à faciliter la réconciliation et le dialogue.

Selon la presse, la Corée du Nord a notifié l'Organisation maritime internationale qu'elle avait l'intention de lancer un satellite d'observation terrestre entre le 8 et le 25 février. Les États-Unis ont aussitôt menacé le gouvernement nord-coréen de lui imposer de nouvelles sanctions en cas de passage à l'acte.

Début janvier, le Secrétaire général de l'ONU et le Conseil de sécurité avaient condamné un essai nucléaire annoncé par la Corée du Nord. Le Conseil de sécurité avait annoncé son intention de prendre de nouvelles sanctions à l'égard de ce pays.

## Humanitaire : l'ONU appelle le monde à se mobiliser pour faire face à des besoins sans précédent



**3 février** - Le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a appelé à son tour mercredi à la mobilisation de la communauté internationale pour faire face à des besoins humanitaires « sans précédent » dans le monde aujourd'hui.

« Nous avons besoin d'une mobilisation pour faire face à l'impératif humanitaire et pour aider les millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui se trouvent en situation désespérée à travers le monde », a-t-il déclaré lors d'un compte-rendu sur le rapport du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur le financement humanitaire.

Depuis que le rapport a été commandé, « les conditions sur le terrain ont encore empiré », a souligné M. Eliasson.

En Amérique centrale, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, des millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, souvent causée par la sécheresse, parfois liée aux effets du phénomène El Niño. Des millions d'autres sont exposés au risque d'événements climatiques encore plus extrêmes, a-t-il poursuivi.

« Outre ces catastrophes naturelles, le monde essaye de faire face à un certain nombre de situations atroces causées par l'homme. Le niveau de souffrance est extrêmement élevé et le mépris du droit humanitaire international a atteint des degrés choquants », a-t-il dit.

« Le conflit en Syrie a généré la pire crise humanitaire contemporaine », a encore dit le Vice-Secrétaire général. « Ces dernières semaines, nous avons tous été choqués par les images des souffrances endurées lors du siège de Madaya. Malheureusement, il y a des centaines d'autres Madayas dans le pays. Les conditions humanitaires dans les zones assiégées et difficiles d'accès sont intolérables et, avec le temps qui passe sans l'arrivée de secours, elles se détériorent encore ».

« Les tensions qui en résultent dans les pays voisins sont énormes », a-t-il continué. « Les flux de réfugiés sont spectaculaires et bouleversants. Les conséquences sociales et politiques risquent de devenir incontrôlables ».

« Ces événements et ces conditions sont un affront à notre humanité commune et aux principes fondamentaux du droit humanitaire international », a affirmé M. Eliasson.

Dans cette optique, il a souligné l'importance de la conférence humanitaire internationale sur la Syrie qui sera co-présidée, jeudi à Londres, par le Secrétaire général, Ban Ki-moon, avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Koweït et la Norvège, ainsi que du Sommet humanitaire mondial qui se tiendra en mai à Istanbul (Turquie).

« Nous avons pu voir la puissance de la solidarité mondiale à l'occasion de la récente adoption des Objectifs de développement durable » à l'horizon 2030. « Nous devons remplir notre promesse de ne laisser personne de côté, en agissant de manière audacieuse en faveur des 125 millions de personnes qui dépendent aujourd'hui de la communauté internationale pour leur survie », a-t-il conclu.

## Syrie : le HCR et le Croissant-Rouge fournissent de l'aide à une petite ville isolée depuis trois ans



**3 février** - Conjointement avec le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fourni il y a quelques jours une aide humanitaire dans une localité rurale située près de Damas et qui est isolée par les combats depuis trois ans.

Quelque 26.000 personnes vivent actuellement à Al-Mleiha, dans la banlieue de Damas, sur une route stratégique menant à l'aéroport de la capitale syrienne. Des milliers d'habitants y sont bloqués dans des conditions désastreuses, sans eau potable ni combustible pour se chauffer, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Les Nations Unies avaient acheminé pour la dernière fois une aide humanitaire dans cette zone début 2013. Des stocks limités de vivres et d'autres produits ont été autorisés à être acheminés parfois dans des zones contestées à l'est de la ville.

Dimanche, un convoi du SARC a livré des articles d'aide non alimentaire à plus de 1.300 personnes vivant dans la zone tampon autour d'Al-Mleiha, ainsi que des colis de vivres fournis par d'autres agences humanitaires. Les bénévoles ont signalé des conditions de vie désastreuses à l'intérieur des lieux accessibles, où les familles vivent dans des maisons endommagées, en brûlant du plastique pour se chauffer.

« Les gens ont demandé des bâches en plastique et des couvertures supplémentaires car ils ne disposent pas d'autres moyens pour chauffer leurs maisons. La plupart des maisons ont été détruites et de nombreuses familles partagent des lieux de résidence avec des proches et des voisins. Ils nous ont dit qu'ils avaient l'habitude de brûler les déchets pour créer un peu de chaleur », a expliqué un volontaire.

Le SARC a également signalé que le réseau local d'eau potable avait été endommagé durant les combats, laissant « les habitants collecter de l'eau majoritairement impropre à la consommation dans des puits creusés à la main ». Le bénévole a ajouté que le système des eaux usées de la ville est « hors d'usage du fait des combats et de l'absence d'entretien ».

Environ 50.000 personnes vivaient à Al-Mleiha avant la crise actuelle. Beaucoup ont rejoint des villes et villages voisins en quête de sécurité.

Les personnes habitant dans les zones tampons où est arrivé le convoi d'aide vivent principalement dans des fermes dépourvues d'infrastructures essentielles. Deux des trois écoles de la région ont été détruites et la troisième n'est pas fonctionnelle, selon le SARC.

L'assistance du HCR à Al-Mleiha comprenait des kits d'hygiène, des bâches en plastique, des nattes de couchage, des ustensiles de cuisine et des couvertures, ainsi que des colis de vivres fournis par le Comité international de la Croix-Rouge. La distribution de l'aide humanitaire à la population locale sera effectuée périodiquement, selon le SARC.

« Le HCR est engagé à fournir une aide humanitaire à toutes les personnes dans le besoin à travers la Syrie », a déclaré le Représentant du HCR en Syrie, Sajjad Malik. L'accès récent à Al-Mleiha « fait espérer pour l'avenir des livraisons régulières d'aide humanitaire aux populations vulnérables d'Al-Mleiha et d'autres villes assiégées et difficiles d'accès ».

Alors que la crise en Syrie va entrer dans sa sixième année, jusqu'à 4,5 millions de personnes dans le pays vivent encore dans des zones difficiles d'accès, y compris quelque 400.000 personnes dans 15 lieux assiégés et ne disposant pas d'accès à l'aide humanitaire dont ils ont désespérément besoin.

## RDC : le plan d'action humanitaire pour 2016 fixé à 690 millions de dollars, selon l'OCHA



**3 février** - Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires humanitaires ont lancé mardi un appel de fonds de 690 millions de dollars pour pouvoir fournir une aide vitale à quelque 6 millions de personnes, vivant en majorité dans l'est du pays où l'accès aux services de santé, à la nourriture et à l'eau potable est très limité.

Selon un communiqué du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), le Plan d'action humanitaire 2016 pour la RDC est un document stratégique destiné à guider le travail des autorités, des agences humanitaires de l'ONU et des organisations non gouvernementales afin de subvenir aux besoins les plus pressants de millions de personnes dont la vie a été affectée par des années de conflit et d'insécurité.

Bien qu'au total 7,5 millions de personnes nécessitent une assistance, les agences humanitaires vont cibler 6 millions de personnes, les plus vulnérables. Les femmes représentent 52% des personnes visées par l'appel.

« J'en appelle à la solidarité constante de la communauté internationale », a déclaré le Coordonnateur humanitaire en RDC, le Dr. Mamadou Diallo, dans un discours lors du lancement de l'appel de fonds à Kinshasa. « Dans de nombreuses régions du pays, notamment celles qui sont affectées par le conflit, l'aide humanitaire est la seule bouée de sauvetage et sans cette assistance critique, la vie de milliers de personnes serait menacée », a-t-il ajouté.

« Chaque dollar dépensé ainsi a un impact positif et aide à sauver des vies », a déclaré pour sa part le chef de l'OCHA en RDC, Rein Paulsen.

Même si les humanitaires ont identifié des besoins dans chacune des 26 provinces de la RDC, le Nord Kivu, le Sud Kivu et le Tanganyika représentent 33% des besoins, avec 2,5 millions de personnes ciblées par l'appel.

## Corée du Nord : les 8 millions de dollars alloués par l'ONU permettront d'aider des personnes vulnérables



**3 février** - Les 8 millions de dollars octroyés par l'ONU à des opérations d'assistance en République populaire démocratique de Corée (RPDC) permettront d'aider des femmes et des enfants vulnérables, a souligné le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Ces fonds permettront de sauver la vie de plus de 2,2 millions de personnes vulnérables et menacées de malnutrition », a précisé OCHA dans un communiqué de presse. La RPDC fait partie des neuf pays à recevoir des subventions dans le cadre d'une enveloppe de 100 millions de dollars annoncée vendredi dernier.

La dénutrition est une cause fondamentale de décès et de maladie chez les mères et les enfants. En Corée du Nord, la malnutrition chronique (retard de croissance) chez les enfants âgés moins de cinq ans s'élève à 27,9% et 4% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.

Environ 70% de la population, soit 18 millions de personnes, sont considérées comme souffrant d'insécurité alimentaire. La production alimentaire dans le pays est entravée par le manque d'intrants agricoles (engrais, semences) et est très vulnérable aux chocs, en particulier les catastrophes naturelles. En raison de la sécheresse en 2015, 11% de la récolte principale a été perdu.

Selon l'ONU, la prestation de services de santé, notamment en matière de santé reproductive, demeure insuffisante, avec de nombreuses régions du pays qui ne sont pas équipées pour répondre aux besoins de santé de base de la population.

Les enfants âgés de moins de cinq ans et les nouveau-nés au faible poids à la naissance sont vulnérables à des maladies mortelles telles que la pneumonie et la diarrhée s'ils ne reçoivent pas de traitement approprié ou des vitamines et des oligo-éléments.

L'argent octroyé par l'ONU à travers le Fonds central des interventions d'urgence (CERF) sera utilisé pour améliorer la situation nutritionnelle dans le pays. Plus de 2,2 millions de personnes, dont 1,8 million d'enfants âgés de moins de cinq ans et 350.000 femmes enceintes et allaitantes, bénéficieront de l'assistance fournie par les fonds du CERF.

« L'engagement et le soutien de la communauté internationale sont essentiels », a déclaré le Coordonnateur résident des Nations Unies pour la RPDC, Tapan Mishra. « Les besoins humanitaires doivent être séparés des questions politiques pour assurer des conditions de vie minimales pour les personnes les plus vulnérables ».

## Mauritanie : un expert des droits de l'homme réclame la mise en œuvre effective des garanties contre la torture



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Juan E. Méndez. ONU  
Photo/Jean-Marc Ferré

**3 février** - L'expert des droits de l'homme des Nations Unies Juan E. Méndez a appelé mercredi les autorités mauritaniennes à mettre en œuvre les lois et les garanties existantes et destinées à protéger tous les suspects et tous les détenus contre la torture et les mauvais traitements.

« Les garanties juridiques contre la torture et les mauvais traitements sont en place, mais elles ne sont pas appliquées », a déclaré le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à l'issue de sa première visite officielle dans le pays.

M. Méndez s'est félicité des derniers développements législatifs en matière de lutte contre la torture, et notamment de la nouvelle loi relative à la lutte contre la torture et de la loi instituant le mécanisme national de prévention de la torture. « Cependant, les acteurs judiciaires en Mauritanie doivent comprendre qu'il existe un problème dans ce domaine et intensifier leurs efforts pour utiliser et mettre en œuvre ces garanties de protection », a-t-il souligné.

Il s'est dit particulièrement préoccupé par l'absence quasi totale d'enquêtes sur les allégations de torture et de mauvais traitements à l'heure actuelle. « Il semble y avoir peu d'intérêt de la part des procureurs et des tribunaux à examiner les allégations de torture », a-t-il noté.

Au cours de sa visite de dix jours en Mauritanie, l'expert a mené des visites inopinées dans des lieux de détention. Il s'est aussi rendu dans un centre de détention de haute sécurité très rarement visité, dans la base militaire de Salahdine.

« Lors d'entretiens avec des détenus, plusieurs d'entre eux ont décrit diverses formes de coercition exercées par la police et la gendarmerie lors des phases d'arrestation et d'interrogatoire et qui, en vertu du droit international, constituent des traitements cruels, inhumains ou dégradants, tels que des passages à tabac, des menaces, des violences verbales dégradantes et des gifles », a déclaré M. Méndez, tout en précisant que d'autres détenus ont reconnu ne pas avoir fait l'objet de mauvais traitements.

« Selon certains témoignages que j'ai reçus et que j'estime être fiables, la sévérité de la douleur et de la souffrance endurées constituent de la torture, comme par exemple l'isolement prolongé, le placement dans des positions très douloureuses ou des passages à tabac sévères durant plusieurs jours », a-t-il souligné.

Le Rapporteur spécial a également attiré l'attention sur l'utilisation des centres de détention non officiels dont l'existence a été reconnue par les autorités mauritaniennes durant la visite. « Le recours à de tels lieux, ainsi que l'impossibilité de communiquer avec un avocat pendant une période pouvant aller jusqu'à 45 jours pour les suspects poursuivis pour terrorisme, crée un environnement propice à la torture et aux mauvais traitements », a-t-il prévenu. Il a exhorté le gouvernement à réviser ces deux politiques et à harmoniser la pratique de la détention avec les standards du droit international.

« Les conditions de vie des détenus sont inhumaines », a ajouté M. Méndez. « Les installations sont surpeuplées, inadéquates – elles ont en effet rarement été conçues à cet effet – insalubres et insuffisamment ventilées. Il n'y a pas d'accès effectif aux soins de santé, et le suivi dentaire et psychiatrique est totalement inexistant. Les détenus n'ont pas d'opportunité d'emploi ou d'éducation, ni d'activité physique ou d'accès au soleil ».

Le Rapporteur spécial de l'ONU s'est en outre dit préoccupé par le fait que le personnel pénitentiaire ne dispose pas d'une formation appropriée en matière de gestion et de sécurité des établissements pénitentiaires.

Il a également exhorté la Mauritanie à envisager des réparations pour les violations des droits de l'homme et déportations forcées qui se sont déroulées entre 1989 et 1992, y compris en engageant des poursuites pour les crimes internationaux, en particulier la torture.

Au cours de sa visite officielle en Mauritanie, M. Méndez s'est entretenu avec de hauts fonctionnaires de l'Etat, les institutions gouvernementales concernées, des organisations de la société civile et des associations de victimes. « Tout au long de la visite, les autorités m'ont permis un accès complet et sans entrave. Le gouvernement mérite d'être félicité pour avoir honoré son engagement de respecter l'intégrité et l'indépendance de la mission », a-t-il noté.